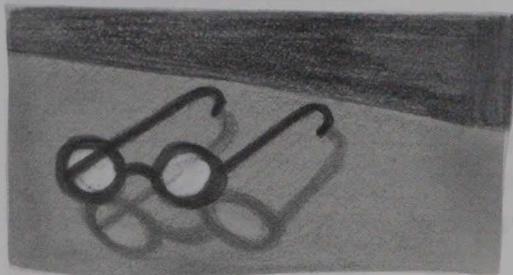


NOTE DE LA DIRECTION

Le curieux lien entre démocratie et paix.



L'ÉVANOUISSEMENT DE LA GUERRE FROIDE A EU entre autres effets frappants celui de faire fleurir un utopisme sans borne quant à la suite des événements. Le cynisme endurci par quarante-cinq années de confrontation et de méfiance entre l'Est et l'Ouest a laissé place, même dans certains des milieux les plus intraitables, à un franc optimisme pour ce qui est des perspectives d'une «paix» mondiale plus durable. On a présenté à ce nouveau monde des visions de «nouvelle pensée», de «maison commune européenne», d'une planète unie par une «sécurité coopérative», de Nations Unies régénérées, et de diverses formes de «nouvel ordre mondial».

Le cynisme est une habitude difficile à vaincre et la brève expérience de l'après-Guerre froide est déjà semée de grandes déceptions. Cependant, alors que les personnes qui pensent aux relations internationales osent de nouveau rêver d'un monde meilleur, comme elles l'ont fait à la fin des deux Guerres mondiales, on s'aperçoit combien, malheureusement, la Guerre froide a retardé la réflexion sérieuse qui permettra d'arriver à ce monde meilleur. Quand l'Irak a attaqué le Koweït, la confusion et la mésinformation généralisées qui ont suivi en ce qui a trait aux règles de la sécurité collective et au rôle des Nations Unies sont un des signes de cette carence.

Les efforts déployés pour comprendre les causes sociales de la guerre et leur trouver des remèdes éventuels sont un écho encore plus révélateur de débats passés sur la paix. Le lien qui existe entre des États gouvernés démocratiquement et les relations internationales pacifiques qu'ils entretiennent entre eux constitue un des pôles de cette recherche. Le renversement des régimes autoritaires des pays communistes et l'émergence, parallèlement, de positions internationales plus pacifiques ont ravivé l'intérêt pour le lien entre démocratie et paix. L'agression par le dictateur irakien, l'indifférence manifeste avec laquelle il expose son peuple aux dangers et aux souffrances, et la menace d'une instabilité endémique dans les pays à régimes non démocratiques de la région, y compris le Koweït, sont autant d'éléments qui amènent à se demander si l'on peut garantir une paix durable avec des gouvernements dictatoriaux.

Cette réflexion renvoie à certains des discours occidentaux les plus agressifs, les plus prosélytiques de l'ère de la Guerre froide, ainsi qu'à ce que le processus de la CSCE, dit d'Helsinki, a véritablement accompli en Europe en matière de démocratisation et d'intégration. En même temps,

les vents de la démocratisation et de la libéralisation sous diverses formes soufflent sur le monde entier, de l'Afrique à la Chine, et nombre d'observateurs se demandent comment des améliorations intérieures et internationales pourraient se renforcer mutuellement.

D'aucuns considèrent pareilles réflexions comme très hardies et neuves, alors qu'en fait, elles ne sont que hardies. Dans son *Projet de paix perpétuelle* écrit en 1796, Emmanuel Kant a exposé des idées fondamentales sur la façon dont «républicanisme» et paix ne feraient plus qu'un :

La constitution républicaine (...) offre l'espoir d'atteindre le résultat escompté, à savoir : la paix perpétuelle, (...) parce que, lorsque le consentement des citoyens est nécessaire pour décider si l'on doit ou non faire la guerre, il n'y a rien de plus naturel que de voir ceux qui iraient s'imposer toutes les privations de la guerre réfléchir longuement avant de se lancer dans un jeu aussi diabolique.

Au fil des décennies, cette vision kantienne, et quelques autres idées, plus sectaires, ont fait l'objet de débats et d'études répétés. Les instructions de Woodrow Wilson pendant la «der des ders» contenaient une forte dose de remède démocratique. Lorsque John Maynard Keynes prévenait que les conditions punitives imposées à l'Allemagne à Versailles, en 1919, risquaient d'empêcher ce pays de se doter d'un gouvernement stable, ce qui, par contrecoup, entraînerait le chaos dans toute l'Europe, il parlait en prophète.

LA SITUATION ACTUELLE APPELLE UNE RÉFLEXION approfondie sur cette tradition, pas uniquement une offensive triomphaliste des missionnaires de la démocratie occidentale. La théorie de Kant, selon laquelle les États démocratiques seraient par essence plus pacifiques, est tellement tentante d'un point de vue idéologique que les analystes ont essayé maintes fois de l'étayer par des exemples historiques. Dans une analyse récente, deux universitaires de l'Université Rice ont conclu que, d'après les résultats de la plupart des études [empiriques], les démocraties ne seraient pas moins belliqueuses que d'autres régimes. Sur une note plus optimiste, cependant, ils déclarent aussi que, dans pratiquement toutes les études, on remarque qu'au niveau dyadique, les démocraties ne s'entre-tuent tout simplement pas.*

Quelqu'un de cynique estimerait sans doute que l'absence de guerres entre démocraties s'explique par le fait que les nations démocratiques sont encore trop peu nombreuses, mais ce n'est probablement pas la seule raison. À force de se pencher sur le sujet, les universitaires ont développé des raisonnements plus précis et moins rhétoriques, et ils reconnaissent que jamais une décision d'entrer en guerre n'est sanctionnée par un référendum. L'influence démocratique sur une telle décision

*Clifton T. Morgan, Sally Howard Campbell, «Domestic Structure, Decisional Constraints, and War - So Why Kant Democracies Fight?», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 35, n° 2, juin 1991.

est donc toujours indirecte et toujours fonction de «contraintes décisionnelles» pesant sur les dirigeants, dont certaines peuvent aussi jouer dans des sociétés non démocratiques. Il s'agit, entre autres, des contraintes suivantes : le mode de sélection et de révocation des dirigeants ; en effet, des dirigeants qui sont plus souvent et plus régulièrement tenus de rendre des comptes hésiteront probablement davantage à lancer leur pays dans des guerres ; la nature de la concurrence politique ; la liberté d'organiser une opposition par des voies officielles et institutionnalisées devrait réduire la propension de la société à guerroyer ; et le fait que le dirigeant doit partager le pouvoir décisionnel ; plus le nombre de personnes et, notamment, d'institutions qui doivent approuver une déclaration de guerre est grand, plus le risque de déclencher la guerre est petit.

EN FAIT, QUAND ILS CONFRONTENT CES HYPOTHÈSES à la réalité, les chercheurs ne parviennent pas à les étayer clairement, et les résultats qu'ils obtiennent laissent même supposer que ces contraintes démocratiques peuvent influencer davantage sur les grandes puissances que sur les petites. Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'opinion publique, surtout si elle est attisée par une presse chauvine, a parfois poussé sur le sentier de la guerre des dirigeants hésitants, comme ce fut le cas pour la Guerre hispano-américaine de 1898. L'un des auteurs d'articles publiés récemment dans la revue *Alternatives* sur le thème «Conjoncture mondiale de la démocratisation» laisse entendre qu'il verrait le résultat de processus similaires dans les décisions américaines concernant le golfe Persique. L'Histoire abonde d'exemples de gouvernements qui se sont servis d'ennemis et de guerres extérieures pour consolider leur position politique intérieure.

Les analyses «structurelles» de la démocratie et de la paix restent donc peu concluantes, et les chercheurs s'appuient, entre autres, sur les travaux de Michael Doyle sur «Le libéralisme et la politique mondiale» pour suggérer que c'est peut-être dans la culture politique du règlement démocratique des conflits que réside l'espoir. Le fait que les démocraties semblent capables, pour un tas d'excellentes raisons humaines, tant internationales que nationales, d'éviter de se livrer des guerres continue de prouver qu'il est souhaitable de favoriser des formes de gouvernement plus démocratiques.

Aux États-Unis, certains affirment qu'un consensus se dessine pour «faire de la promotion de la démocratie l'axe de la politique étrangère». Beaucoup de pays sont heureux que les puissances moyennes puissent les aider dans leurs changements démocratiques, et nombre d'entre eux s'adressent déjà au Centre pour les droits de la personne et le développement démocratique de Montréal. □

— BERNARD WOOD